



CAMPAGNE ALIMENTTERRE
LE MONDE A FAIM, NOS CHOIX SONT VITAUX



DEVELOPPEMENT DE LA FAIM : L'AFRIQUE PEUT-ELLE SE NOURRIR ELLE-MÊME ET COMMENT ?

JOURNEE DE DEBAT A PARIS LE 16 OCTOBRE 2008
Mairie du XVIII^e - 1 place Jules Joffrin - 75018 Paris - M^o Jules Joffrin

Le premier Objectif du Millénaire pour le Développement fait de la réduction par deux de la proportion de ceux qui souffrent de la faim, une priorité pour les années à venir. Mais le nombre de personnes sous-alimentées, autour de 850 millions, ne faiblit pas.

Une nouvelle actualité

Les questions liées à l'agriculture et à l'alimentation sont par ailleurs en train de prendre une nouvelle actualité, sous l'effet combiné de plusieurs facteurs qui semblent devenir structurels. Pour les pays en développement, l'élément le plus visible est la forte hausse des prix de certains produits agricoles, notamment les céréales. Cette hausse devrait freiner les importations de produits alimentaires et stimuler la production dans les pays déficitaires. Elle constitue une opportunité pour les producteurs et les transformateurs locaux, à condition de pouvoir contenter le marché urbain croissant, qui connaît une évolution des habitudes alimentaires. Cette hausse de certains prix agricoles ne devrait pas éteindre pour autant la sous-alimentation que l'on connaît en milieu rural.

Mais cette hausse constitue aussi une menace pour les consommateurs, en particulier urbains. Sans développement d'une agriculture familiale locale, on pourrait voir rapidement augmenter le nombre des personnes sous-alimentées ou encore malnutries, d'autant que les dépenses alimentaires représentent de 60 à 90 % du budget des ménages dans les PMA (contre 10 à 20 % dans les pays développés).

En Europe, la hausse des prix de certaines denrées de base prend une dimension importante pour une population de plus en plus préoccupée par l'évolution de son pouvoir d'achat. Ceci va de pair avec une contestation croissante de la qualité de l'alimentation fournie par une agriculture intensive. La préoccupation environnementale, elle aussi croissante, s'applique aux conséquences du modèle agricole productiviste, ou encore à l'empreinte écologique des produits alimentaires importés en contre-saison. Enfin, on ne peut oublier tous ceux qui ont recours, en Europe, à l'aide alimentaire, sans abris ou nouveaux pauvres qui n'ont pas de quoi se nourrir ou qui sont atteints de malnutrition. Pour les années à venir, l'accès à l'alimentation peut être considéré plus que jamais comme un enjeu majeur. Sous des formes et avec des intensités différentes, la question alimentaire est mondiale et devient une priorité pour tous.

Producteurs/consommateurs : des intérêts qui risquent de diverger ?

Sur les 850 millions de personnes souffrant de la faim les ¾ sont des ruraux, cette réalité est avérée depuis des années. Mais le risque de sous-alimentation menace aussi les urbains pauvres et crée une tension perceptible. Dès lors, la question centrale devient celle de l'alimentation avec, d'un côté, des paysans qui revendiquent un juste prix pour leur production et une protection adéquate vis-à-vis de produits importés et, de l'autre, des familles urbaines pouvant difficilement supporter une hausse des prix de leur nourriture de base. Les conditions sont réunies pour une bataille entre pauvres -urbains, ruraux- dont ces derniers risquent, une fois de plus de sortir perdants.

1. UNE JOURNÉE D'ÉCHANGES ENTRE ACTEURS TERRITORIAUX

Le lien entre territoire et alimentation

Il nous paraît important de rapprocher consommateurs et producteurs d'aliments pour éviter cette « bataille des pauvres ». Ce rapprochement n'est possible qu'à l'échelle d'un territoire. Aussi paraît-il pertinent de s'intéresser à la question « territoire et souveraineté alimentaire », et d'autant plus que les gouvernements locaux voient croître leur influence du fait des processus de décentralisation.

Une telle démarche permet de prolonger les actions menées dans le cadre d'ALIMENTTERRE depuis sa création, tout en cherchant à l'élargir aux collectivités territoriales et à favoriser la concertation et les partenariats avec des organisations de la société civile (ONG, syndicats, etc.). Cités-Unies France, fédération de collectivités territoriales françaises partenaires de collectivités dans de nombreux pays, dont un grand nombre sur le continent africain, co-organise cette journée par souci d'approfondir collectivement ces thèmes et de préciser les rôles et contributions possibles des collectivités à la résolution de la crise alimentaire.

Une rencontre d'acteurs complémentaires

L'enjeu de ce débat est de permettre un échange de point de vue entre des acteurs territoriaux du Nord et du Sud autour de la question de la souveraineté alimentaire :

- collectivités territoriales (élus et fonctionnaires territoriaux);
- recherche ;
- organisation de la société civile (organisation de producteurs, associations, etc.).

Cette entrée territoriale va de pair avec une approche plus globale en matière de changement de politiques et de pratiques pour que la souveraineté alimentaire soit une réalité partout et pour tous.

Une journée centrée sur l'Afrique

Il semble pertinent de centrer cette journée sur le cas de l'Afrique subsaharienne tant sa situation sur le plan de la faim est inquiétante.



CAMPAGNE ALIMENTTERRE
LE MONDE A FAIM, NOS CHOIX SONT VITAUX

2. PROGRAMME DE LA JOURNÉE

- 09H30- 10H00 ACCUEIL**
- 10H00-10H30 INTRODUCTION**
Les collectivités et la souveraineté alimentaire au Nord et au Sud
par Charles Josselin, président de Cités-Unies France
- 10H30-12H00 TABLE RONDE N° 1**
FLAMBÉE DES PRIX, FLAMBÉE DE LA FAIM, QUELS CONSTATS ?
> **Retours sur les émeutes de la faim en Afrique, un regard journalistique**, par Marie-Agnès Le Plaideur, Syfia International
> **Présentation du cas de la hausse des cours de lait et des produits laitiers au Sénégal, quels impacts pour les acteurs ?**
par Cécile Broutin, GRET (présentation des résultats d'une étude commanditée par le consortium européen ALIMENTTERRE)
> **Urbanisation de l'Afrique et développement de la faim**,
par un représentant du CIRAD (sous réserve)
- Débat avec la salle** animé par Laurent Chemineau, journaliste de La Tribune
- 12H00-12H30 Présentation de l'étude *Potentialités agricoles de l'Afrique de l'Ouest***, commanditée par FARM, par Roger Blein
- 12H30-13H45 DÉJEUNER**
- 13H45-15H45 TABLE RONDE N°2**
FACE À CETTE FLAMBÉE DES PRIX, QUELS AXES DE TRAVAIL POUR LA COOPÉRATION DE TERRITOIRES À TERRITOIRES ?
> **Sensibiliser les populations urbaines**,
par Yawo Tata Ametoenyemou, président fondateur de l'association OADEL (Organisation d'appui à la démocratie et au développement local) au Togo
> **La formation des jeunes en milieu rural**,
par un représentant des Maisons familiales rurales de Madagascar
> **La coopération d'agriculteurs à agriculteurs**,
par François Vanier, vice-président de l'AFDI
> **Un exemple de coopération décentralisée**,
par un représentant d'une collectivité territoriale engagée dans un projet autour des enjeux alimentaires
> **Pour des politiques européennes cohérentes en faveur d'agricultures et d'alimentations durables au Sud**,
par Pascal Erard, CFSI
- Débat avec la salle** animé par Philippe Frémeaux, directeur de la rédaction d'Alternatives Economiques
- 15H45-17H15 TABLE RONDE N° 3**
VERS LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : QUELLES ALLIANCES DE TERRITOIRE À TERRITOIRE ?
> **Comment la coopération des collectivités territoriales françaises peut permettre d'atteindre la souveraineté alimentaire ?**, par un représentant des collectivités territoriales françaises
> **Quels rôles des collectivités territoriales africaines pour atteindre la souveraineté alimentaire ?**, par un représentant des collectivités territoriales en Afrique
> **Organiser le dialogue entre les acteurs du territoire au service du développement local**, par un représentant du GRDR (sous réserve)
- Débat avec la salle** animé par Philippe Frémeaux
- 17H15-17H30 CONCLUSION**
« **Produire, Transformer et consommer autrement pour une agriculture durable au service de la lutte contre la faim : des projets et des politiques ancrés dans des territoires** »,
par Jean-Louis Vielajus, délégué général du CFSI, et un représentant de Cités-Unies France

Pour participer à cette journée de débat, merci de retourner le formulaire
par courrier : Cités-Unies France - 9 rue Christiani - 75018 Paris
par fax : 01 53 41 81 41 (Constance Koukoui)
par mail : c.koukoui@cites-unies-france.org